

**PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX MODALITÉS
D'ATTRIBUTION DE LA PRIME DÉCENTRALISÉE
A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2007**

ENTRE :

L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE, dont le Siège National est situé 17 Boulevard Auguste Blanqui 75013 PARIS, représenté par **Madame Anne ETCHEVERRY**,
Directrice des Ressources Humaines

D'une part,

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES REPRESENTATIVES SUIVANTES :

- | | | |
|-----------------|-----------------|---|
| - CGT | représentée par | Mr Jean-Patrick MANDUCA, Délégué Syndical Central |
| - CGT-FO | représentée par | Mr Eric DENISET, Délégué Syndical Central |
| - CFTC | représentée par | Mr Jean-Pierre LE CAIN, Délégué Syndical Central |
| - CFDT | représentée par | Mr Francis LES ENFANT, Délégué Syndical Central |

D'autre part.

ARTICLE 1 – CADRE JURIDIQUE – OBJET

Le présent protocole est conclu en application des dispositions de l'article A 3-1 de la CCN 51 rénovée par l'avenant FEHAP 2002-02 et a pour objet de préciser les modalités d'attribution et la périodicité de versement de la prime décentralisée dans les établissements et services de l'APF appliquant la CCN51.

ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent protocole s'applique à l'ensemble des salariés des établissements et services de l'A.P.F. appliquant la C.C.N. du 31 octobre 1951, à l'exclusion :

- des salariés dont les modalités particulières de rémunération sont définies par les dispositions légales et réglementaires auxquelles les partenaires sociaux de la branche et/ou de la CCN 51 n'ont pas apporté d'amélioration ;
- des directeurs, directeurs adjoints et gestionnaires dont les modalités d'attribution seront fixées par le Conseil d'Administration (ou par la Direction Générale par délégation).

ARTICLE 3 – TAUX DE LA PRIME DÉCENTRALISÉE

Le montant brut global de la prime annuelle décentralisée, fixé à 5% de la masse des salaires bruts est à répartir entre les salariés concernés ; ce taux est ramené à 3% dans les établissements pour enfants ou adultes handicapés ou inadaptés dans lesquels les salariés bénéficient de congés payés exceptionnels prévus par la CCN 51 et communément appelés « congés trimestriels ».

Il est précisé que conformément aux dispositions de l'avenant FEHAP 2002-02, le taux de la prime décentralisée applicable aux médecins, pharmaciens et biologistes qui ne bénéficient pas des congés trimestriels est fixé à 5% depuis le 1^{er} juillet 2004 ; ce taux est ramené à 3% pour les médecins, pharmaciens et biologistes qui bénéficient effectivement de ces congés.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE CALCUL ET DE VERSEMENT

Par souci de simplification, les parties maintiennent le principe d'un versement mensuel de la prime décentralisée à chaque salarié entrant dans son champ d'application. Cette prime est calculée sur la base des sommes qui, versées à chaque salarié, ont le caractère de salaire et sont, à ce titre, soumises à cotisations de Sécurité Sociale.

Cette base comprend donc non seulement le salaire de base du salarié (coefficients de référence majorés le cas échéant de divers compléments de rémunération), mais également les primes d'ancienneté et majorations spécifiques, les indemnités de carrière et indemnités différentielles, ainsi que toutes les primes, indemnités, majorations et avantages en nature qui y sont annexés et ont, donc, le caractère de complément de salaire.

Toutes les sommes non soumises à cotisations sociales sont expressément exclues de la base de calcul de la prime décentralisée.

Il est rappelé que pour les médecins, pharmaciens et biologistes, les critères d'attribution de la prime décentralisée seront les mêmes que ceux appliqués aux autres personnels de l'établissement.

Comme prévu à l'article 1 ci-dessus, ces modalités pourront être modifiées ultérieurement en fonction des modalités arrêtées annuellement entre les partenaires sociaux.

ARTICLE 5 - INFORMATION ET CONSULTATION DU C.C.E.

Le présent protocole fera l'objet d'une information et d'une consultation du Comité Central d'Entreprise de l'APF (C.C.E.).

ARTICLE 6 - DURÉE - RÉVISION - DÉNONCIATION

Le présent protocole est conclu pour une durée indéterminée, conformément aux dispositions de l'article 1 ci-dessus.

Il pourra être dénoncé ou révisé dans les conditions prévues respectivement par les articles L 132-7 ou L 132-8 du Code du Travail.

JPK
ED
JPM
FC JE

ARTICLE 7 - DÉPÔT DU PROTOCOLE - AFFICHAGE

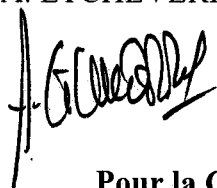
Le présent protocole sera déposé auprès de la D.D.T.E.F.P. de Paris (75) dont dépend le Siège National.

Un exemplaire sera adressé au Greffe du Conseil des Prud'hommes de Paris (75).

Il fera l'objet d'un affichage dans chaque établissement ou service concerné. Un exemplaire en sera remis aux représentants du personnel.

Fait à Paris, le 24 janvier 2007

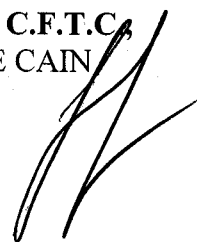
**Pour l'A.P.F.,
A. ETCHEVERRY**



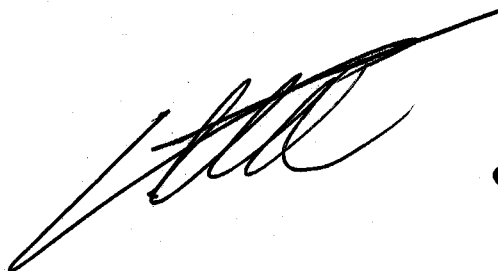
**Pour la C.G.T.,
J.P. MANDUCA**



**Pour la C.F.T.C.,
J.P. LE CAIN**



**Pour la C.F.D.T.,
F. LES ENFANT**



**Pour la C.G.T.-F.O.,
E. DENISET**

